Les deux fascismes – Italie 1921 : zones urbaines et agricoles

jeudi 2 juin 2016, par GRAMSCI Antonio (Date de rédaction antérieure : 25 août 1921).

La crise du fascisme, dont les origines et les causes font couler tant d'encre ces jours-ci, est facilement explicable par un sérieux examen du développement du mouvement fasciste.

Les *Fasci* de combat, nés au lendemain de la guerre, étaient marqués de ce caractère petit-bourgeois propre aux diverses associations d'anciens combattants qui se sont créées à l'époque. Par leur caractère d'opposition radicale au mouvement socialiste, opposition en partie héritée des luttes du temps de guerre entre le Parti socialiste et les associations interventionnistes, les *Fasci* obtinrent l'appui des capitalistes et celui des autorités. Leur façon de s'imposer, qui coïncidait avec la nécessité où se trouvaient les agrariens de constituer une garde blanche contre les organisations ouvrières installées dans des positions de plus en plus fortes, permit à l'ensemble des bandes créées et armées par les latifondistes de se ranger sous la même étiquette que les *Fasci*. Par le développement qu'elles prirent ensuite ces bandes ont conféré en retour aux *Fasci* leur propre caractère de garde blanche du capitalisme, dirigée contre les organismes de classe du prolétariat.

Le fascisme a toujours conservé ce vice originel. L'ardeur de l'offensive armée a empêché jusqu'à aujourd'hui l'aggravation de la dissension entre les noyaux urbains, petits-bourgeois, essentiellement parlementaires et collaborationnistes et les noyaux ruraux, constitués par des propriétaires terriens, grands et moyens, et par des fermiers directement intéressés à la lutte contre les paysans pauvres et leurs organisations radicalement antisyndicalistes, réactionnaires et plus confiants en l'action armée directe qu'en l'autorité de l'État et en l'efficacité du parlementarisme.

Dans les zones agricoles (Émilie, Toscane, Vénétie, Ombrie) le fascisme a atteint son développement maximal et est parvenu, avec l'appui financier des capitalistes et la protection des autorités civiles et militaires de l'État, à un pouvoir inconditionnel. S'il est vrai que l'offensive impitoyable contre les organismes de classe du prolétariat a servi les capitalistes qui, en l'espace d'un an, ont pu voir tout l'appareil de lutte des syndicats socialistes se briser et perdre toute efficacité, il est cependant incontestable que la violence, en dégénérant, a fini par créer dans les couches moyennes et populaires un sentiment d'hostilité générale au fascisme.

Les événements de Sarzane, de Trévise, de Viterbe, de Roccastrada [1], ont profondément ébranlé les noyaux fascistes urbains, ceux qui s'incarnent en Mussolini, et qui ont commencé à voir un danger dans la tactique exclusivement négative des *Fasci* des zones agricoles. Ajoutons que cette tactique avait déjà porté d'excellents fruits en entraînant le Parti socialiste sur un terrain de transactions favorable à la collaboration de classe au sein du pays et du Parlement.

Le conflit latent commence à partir de là à se manifester dans toute sa profondeur. Alors que les noyaux urbains favorables à la collaboration considèrent désormais comme atteint l'objectif qu'ils s'étaient proposé : voir le Parti socialiste abandonner son intransigeance de classe, et se hâtent de sanctionner leur victoire par le pacte de pacification [2], les capitalistes agraires ne peuvent renoncer à la seule tactique qui puisse leur assurer la « libre » exploitation des classes paysannes, sans être gênés par les grèves et par les organisations. Toute la polémique qui agite le camp fasciste, et oppose partisans et adversaires de la pacification, se ramène à ce conflit dont les sources

ne doivent pas être cherchées ailleurs que dans les origines mêmes du mouvement fasciste.

Les prétentions des socialistes italiens qui croient avoir, par leur habile politique de compromis, provoqué la scission au sein du mouvement fasciste, ne sont rien d'autre qu'une preuve de plus de leur démagogie. En réalité, la crise fasciste ne date pas d'aujourd'hui, mais de toujours. Une fois disparues les raisons contingentes qui assuraient l'unité des groupes antiprolétariens, il était fatal que les dissensions se manifestent avec une plus grande évidence. La crise n'est donc pas autre chose que l'élucidation d'une situation de fait préexistante.

Le fascisme sortira de cette crise en se scindant. La partie parlementaire, dirigée par Mussolini, en s'appuyant sur les classes moyennes, employés, petits exploitants et industriels, tentera de les organiser politiquement en s'orientant nécessairement vers une collaboration avec les socialistes et les populaires.

La partie intransigeante, qui est l'expression des impératifs d'une défense directe et armée des intérêts capitalistes agraires, persévérera dans l'action antiprolétarienne qui la caractérise. Pour cette partie-là, qui s'intéresse de plus près à tout ce qui touche à la vie ouvrière, le « pacte de trêve » que les socialistes célèbrent comme une victoire n'aura aucune valeur. La « crise »se ramènera à l'érection hors du mouvement des Fasci d'une fraction composée de petits bourgeois qui ont vainement tenté de justifier le fascisme par un programme politique général de « parti ».

Mais le fascisme, le véritable, celui que les paysans émiliens, vénitiens, toscans, connaissent à travers la douloureuse expérience de ces deux dernières années de terreur blanche, continuera, quitte à changer de nom.

Le devoir des ouvriers et des paysans révolutionnaires est de profiter de la période de calme relatif provoquée par les dissensions internes des bandes fascistes, pour inspirer aux masses opprimées et sans défense une conscience claire de la réelle situation de la lutte de classes et des moyens qui pourraient permettre de venir à bout de l'impudence de la réaction capitaliste.

Antonio Gramsci

« Les deux fascismes ». Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 25 août 1921.

P.-S.

* https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1921/08/gramsci_19200825.htm

L'Ordine Nuovo, 25 août 1921. (Source : Écrits politiques. II. 1921-1922. Textes choisis, présentés et annotés par Robert Paris. Traduit de l'Italien par Marie G. Martin, Gilbert Moget, Armando Tassi et Robert Paris. Paris : Éditions Gallimard, 1975, 380 pages. Une publication effectuée en collaboration avec la bibliothèque de sciences sociales de l'Université de Québec).

Notes

[1] Comme le remarque G. Salvemini (Scritti sul fascismo, Milan, 1963, p. 68), à partir de l'été 1921 les fascistes adoptèrent, dans leurs expéditions, un nouveau type de tactique et procédèrent à de grandes concentrations armées dans les villes qu'ils désiraient « punir ». C'est ainsi que des

bandes armées venues de toute la province saccagèrent le 1er juillet 1921 la ville de Grosseto (Toscane), qui était dirigée par une municipalité socialiste, ou que, le 12 juillet, une armée de mille cinq cents chemises noires détruisit les organisations républicaines et démocrates-chrétiennes de Trévise (Vénétie). A Viterbe, dans le Latium, les troupes de choc fascistes de Giuseppe Bottai se heurtèrent en revanche à une vigoureuse résistance populaire et durent se retirer sans avoir pu pénétrer dans la ville (9 juillet 1921). Le 21 juillet 1921, à Sarzana, près de La Spezia, une bande de cinq cents fascistes sous la conduite d'Amerigo Dumini se heurta à un détachement de onze carabiniers et se dispersa aux premiers coups de feu. La population de la petite ville et les paysans des environs donnèrent la chasse aux fuyards à travers la campagne. Les fascistes eurent dix-huit morts et quarante blessés, dont le chef de l'expédition, Dumini. La petite ville de Roccastrada (Toscane) fit l'objet de deux « expéditions punitives »- les 1er et 24 juillet 1921 - organisées par le secrétaire des Fasci de Toscane, Dino Perrone Compagni. Il s'agissait de contraindre la municipalité socialiste à démissionner. La deuxième de ces expéditions fit neuf morts et de nombreux blessés. Plusieurs maisons furent incendiées.

[2] Le « pacte de pacification » entre socialistes et fascistes, signé le 3 août1921 par le président de la Chambre Enrico de Nicola, prévoyait le respect réciproque des emblèmes et insignes, et la cessation des représailles, actions de vengeance, et violences personnelles. (Note traduite de l'antologie Le opere, Editori Riuniti, 1997, p. 138 - MIA).